

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ets JOUVERT

Le Pradel
30110 Laval-Pradel

Références : -
Code AIOT : 0006601597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement Ets JOUVERT implanté Cadacut Redoussas Roubiouse Malboisson Segnas Trincas 30110 Laval-Pradel. L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection PPC 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ets JOUVERT
- Cadacut Redoussas Roubiouse Malboisson Segnas Trincas 30110 Laval-Pradel
- Code AIOT : 0006601597
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert. Une station de transit et des installations de traitement des matériaux extraits ou à valoriser sont également présentes in situ.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 21/10/0008, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.1.2	Sans objet
3	Dispositions diverses	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.1.3	Sans objet
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 3.4	Sans objet
6	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.2	Sans objet
8	Limitation des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence l'absence de données sur le plan d'exploitation et l'absence de mesure des poussières de silice.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
Prescription contrôlée : Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : Tonnages maximum annuels à extraire et à traiter : 400 000 tonnes Volume maximum autorisé : 4 250 000 m ³ Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 192 000 m ² dont superficie de la zone à exploiter : 142 000 m ² Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire Modalités d'extraction : explosifs , engins mécaniques ; Épaisseur d'extraction maximale : 60 m Cote limite NGF d'extraction : 425 mNGF [...]
Constats : L'exploitant a extrait 20 540 tonnes de matériaux en 2024 ne dépassant pas de fait le volume maximum autorisé. La cote limite de fond de fouille est respectée. L'exploitant a fourni un plan d'exploitation daté de septembre 2024 réalisé par sa société. Sur ce plan sont matérialisés les périmètres d'autorisation et d'exploitation. Cependant les surfaces autorisées pour ces deux périmètres ne sont pas indiquées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de faire reporter sur le plan la superficie des périmètres d'autorisation et d'extraction et de le transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Voies de circulation
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Constats :
L'inspection n'a pas constaté de manquement à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions diverses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, règles de circulation
Prescription contrôlée :
Pour le transport des produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, le chargement devra recevoir un arrosage adéquat avant sa sortie de la carrière, sauf si le véhicule est bâché[...]
Constats :
Les chargements susceptibles d'engendrer des émissions de poussières sont soumis à un arrosage avant leur sortie de la carrière, un emplacement ainsi qu'un tuyau d'arrosage est mis à disposition à cet effet. Des panneaux rappelant l'arrosage obligatoire sont apposés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles
Prescription contrôlée :
Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées
Constats :
Les eaux de procédés sont intégralement recyclées. L'exploitant déclare ne pas avoir de fuites sur les conduits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/0008, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées sanitaires
Prescription contrôlée :
Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées dans des dispositifs d'assainissement autonomes spécifiques conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et de l'arrêté

préfectoral n°099-2011 du 28 juillet 1999.
Constats : Les eaux usées sanitaires sont évacuées via une fosse toutes eaux. L'exploitant a présenté les justificatifs d'évacuation idoines. Le contrôle par le SPANC de ladite fosse à réaliser tous les 10 ans maximum n'a pas été présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de faire réaliser le contrôle de sa fosse toutes eaux par le SPANC et de transmettre le justificatif à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions et envol de poussières
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules non enduites doivent faire l'objet d'un traitement approprié d'abattage des poussières (arrosage...); les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. A défaut d'être captées et canalisées, comme prévu ci après, les poussières seront humidifiées à leurs points d'émission, au besoin à l'aide d'adjuvants spécifiques. Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents, doivent être munies de dispositif de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiériers...) le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation doivent être mises en oeuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Les voies de circulation du pont bascule à l'extérieur du site ont été goudronnées. L'inspection a constaté lors de la visite que les tapis étaient équipés d'asperseurs fonctionnels afin

de limiter l'envol de poussières aux points d'émission.

L'exploitant déclare ne pas avoir de produits pulvérulents; Les produits en vrac sont stockés sous abri et humidifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement de la poussière de silice

Prescription contrôlée :

La qualité de l'air sera mesurée en amont et en aval de l'installation.

Les points de mesure comporteront au minimum une station de prélèvement en amont et une station de prélèvement en aval suivant l'implantation prévue par le plan ci joint.

Les campagnes de mesures seront effectuées de façon à pouvoir évaluer une qualité moyenne annuelle de l'air.

Chaque campagne aura une durée minimale de deux semaines consécutives avec le même support et devra être corrélée avec les situations particulières susceptibles d'altérer la représentativité des mesures (travaux agricoles à proximité pouvant soulever des poussières, circulation automobile particulières) avec les paramètres météorologiques (vent-pluie) et avec les conditions de marche des installations (rythme, créneaux horaires).

Ces campagnes de périodicité annuelle devront porter alternativement sur une période réputée sèche et une période réputée humide.

Les paramètres mesurés sont :

- PM 10

- Poussières alvéolaires, leur taux de silice cristalline et le dosage des formes de la silice (quartz, cristobalite et tridymite)

en suspension dans l'air.

Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées, et à la DDASS, accompagnées des commentaires et intentions de l'exploitant quant aux valeurs moyennes des concentrations en polluants en regard des valeurs toxicologiques de référence et règlements applicables tant pour les PM 10, les poussières alvéolaires que pour la silice cristalline et ses composés. Il conviendra de tenir compte de l'évolution des travaux en cours concernant ces VTR et règlements.

Constats :

L'exploitant a fourni deux rapports de mesures de retombées atmosphériques par la méthode des jauges datés du 20/02/2025 et du 07/02/2024 réalisés par la société PRONETEC.

Ces rapports ne présentent pas les mesures des paramètres PM 10 et poussières alvéolaires.

L'exploitant déclare à ce sujet ne pas avoir de poussière de silice sur la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de faire réaliser les mesures prévues par la prescription susvisée en période réputée sèche et humide afin de confirmer l'absence de poussières de silice et de transmettre les résultats à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 8 : Limitation des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectuée au moins une fois par an. [...]
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de mesures de bruit daté du 20/02/2025 et réalisé par la société PRONETEC, dont les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite